



**HAL**  
open science

# La fabrique du développement économique dans le sud de la Syrie : entre réseaux migratoires et mobilisation communautaire

Cyril Roussel

## ► To cite this version:

Cyril Roussel. La fabrique du développement économique dans le sud de la Syrie : entre réseaux migratoires et mobilisation communautaire. Elisabeth Longuenesse et Cyril Roussel (dir.). Développer en Syrie. Retour sur une expérience historique, 08, Presses de l'Ifpo, pp.181-207, 2014, Les cahiers de l'IFPO, 978-2-35159-402-5. <10.4000/books.ifpo.6558>. <halshs-04945096>

**HAL Id: halshs-04945096**

**<https://shs.hal.science/halshs-04945096v1>**

Submitted on 18 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

# La fabrique du développement économique dans le sud de la Syrie : entre réseaux migratoires et mobilisation communautaire

Cyril Roussel<sup>1</sup>

Résumé : Marginalisée politiquement, la communauté druze de Syrie est toujours restée à l'écart des grands projets de développement des années 1970, projets impulsés par un Etat socialiste et centralisateur. Le développement de ce qu'il est possible d'appeler leur « réduit communautaire » dans la montagne druze, tant la concentration confessionnelle est forte et le processus d'homogénéisation vigoureux, semble venir de l'extérieur du pays. Du Liban voisin d'abord mais surtout des migrants de retour ensuite qui impulsent dans leur région d'origine une nouvelle dynamique économique qui repose sur le triptyque suivant : arboriculture, entreprise agroalimentaire et de transformation, construction. Derrière ce décollage autonome de l'économie locale et les transformations socio-spatiales induites par cette double dynamique – mouvement migratoire et développement local – apparaissent des mobilisations collectives. Loin d'une mobilisation qui se jouerait dans le cadre de l'action publique ou dans un cadre institutionnel bien délimité (association de développement), il s'agit ici de montrer comment le développement est impulsé par des logiques collectives communautaires et familiales qui s'articulent à plusieurs échelles (locale, régionale, internationale).

Mots-clés : Syrie, développement, économie, migration, Druzes.

Ostracisée socialement et politiquement, la communauté druze de Syrie est toujours restée à l'écart des grands projets de développement des années 1970, projets impulsés par un Etat socialiste et centralisateur. Le développement de ce qu'il est possible d'appeler son « réduit communautaire » dans une montagne qui a longtemps porté son nom (Djebel Druze<sup>2</sup>), tant la concentration confessionnelle est forte et le processus d'homogénéisation vigoureux, semble venir de l'extérieur du pays – ressources captées dans les divers pays du champs migratoire d'abord, investissements de migrants de retour enfin –, tout en étant lié à un processus d'organisation intrinsèque à la communauté. Certains migrants de retour qui ont su tirer parti de leur appartenance à une communauté éclatée et transnationale impulsent dans leur région d'origine, depuis la fin des années 1980, une nouvelle dynamique économique qui repose sur le triptyque suivant : arboriculture, entreprise agroalimentaire et de transformation, immobilier.

Derrière ce décollage autonome de l'économie locale et les transformations socio-spatiales induites par cette double dynamique – émigration et investissements de l'épargne migratoire – apparaissent des mobilisations collectives qu'il nous semble essentiel de présenter dans cette contribution. Loin d'une mobilisation qui se jouerait dans le cadre de l'action publique ou dans un cadre institutionnel bien délimité (association de développement), il s'agit ici de montrer comment le développement d'un territoire est impulsé par des logiques collectives communautaires et/ou familiales qui s'articulent à plusieurs échelles (locale, régionale, internationale). Ainsi la matrice du développement local repose-t-elle sur une multitude d'acteurs qui, pour atteindre leur but, doivent mobiliser des ressources uniquement disponibles au sein de leur communauté. Nous montrerons comment se construisent par exemple les trajectoires d'entrepreneurs qui tour à tour mobilisent des

---

<sup>1</sup> Géographe, chercheur à l'Ifpo Amman (Jordanie).

<sup>2</sup> Le Djebel Druze a été, sous protectorat français (1921-1936), un Etat indépendant. Devenue une province de la République Arabe Syrienne sous le nom de *mohafazat* Sweida – gouvernorat de Sweida –, cette entité administrative est peuplée à près de 90 % par des Druzes et 10 % par des Chrétiens.

ressources transnationales propres à la communauté puis celles que leur fournit leur insertion locale pour aboutir à la mise sur pied de leur projet économique.

Notre hypothèse principale est que le champ migratoire des Druzes du Sud de la Syrie leur offre l'accès à des ressources indispensables à leur survie tant économique qu'identitaire ; mais aussi que la communauté en tant que telle représente une ressource, que tout individu qui en fait partie peut mobiliser en tout lieu de cet espace : c'est en cela que nous avons qualifié leur mobilisation de « communautaire » et que l'espace peut être lui aussi qualifié de « communautaire ». Il nous faudra donc analyser dans ce but les stratégies des acteurs qui circulent dans le champ migratoire druze afin de vérifier si leurs ressources prennent bien appui sur la structure communautaire.

## I. LA PROVINCE DE SWEIDA : UNE MARGE DU TERRITOIRE SYRIEN DELAISSEE PAR L'ETAT

Dans le Djebel Druze, contrairement à d'autres régions syriennes<sup>3</sup>, le niveau d'équipement public est relativement modeste. Pourtant la politique de développement auto-centré (nationalisation des moyens de production, réforme agraire, planification de l'économie, mais aussi désenclavement des campagnes et effort d'équipement), lancée à la fin des années 1950<sup>4</sup> et reprise à la suite du succès de la révolution ba'thiste, avait pour but, entre autres, de réduire les disparités régionales et d'étendre le contrôle de l'Etat à l'ensemble de son territoire.

### 1. Réseaux et infrastructures de transport : une situation de cul-de-sac

C'est surtout au lendemain de la révolution ba'thiste que les campagnes deviennent centrales dans la stratégie d'un régime dont la plupart des dirigeants sont issus de la petite bourgeoisie rurale. Les efforts réalisés dans le domaine des infrastructures de transport – routières en particulier – s'étendirent théoriquement à tout le pays et permirent d'irriguer l'ensemble du territoire d'un réseau de routes asphaltées. Durant la période du pouvoir d'Hafez el-Assad, la province n'a pas bénéficié d'investissements étatiques majeurs dans le domaine industriel<sup>5</sup>. En conséquence, nul besoin, officiellement<sup>6</sup>, d'aménagements importants et nouveaux du réseau de transport régional. Région agricole avant tout, le Sud syrien n'a jamais été un lieu d'investissement étatique prioritaire. Dans les années 1970, la province de Sweida était toujours mal reliée à Damas. D'après des documents datés de 1975<sup>7</sup>, élaborés en prévision du 4<sup>e</sup> plan quinquennal, le réseau de routes n'avait quasiment pas évolué, dans le Sud syrien, depuis l'indépendance. Sweida, la capitale provinciale, était alors reliée à la capitale uniquement par une route de seconde catégorie qui traversait tous les villages du Nord du Djebel. Le 4<sup>e</sup> plan ne prévoyait aucun projet nouveau dans la province, alors que, à l'échelle nationale, il inaugurait pourtant un effort particulier pour l'amélioration des voies de communication terrestres. Sweida dut ainsi attendre plus de vingt ans avant d'être reliée à Damas par une route nationale de première catégorie (achevée en 1996). En comparaison, le Hauran fait figure de privilégié : dès 1975, une route de cette catégorie reliait Damas à la Jordanie par Daraa ; et le 4<sup>e</sup> plan quinquennal envisageait la construction d'une autoroute pour doubler cette nationale ; celle-ci fut achevée dans les années 1980.

---

<sup>3</sup> Depuis que certains cercles alaouites accaparent le pouvoir politique, la région côtière a été généralement favorisée en recevant une part importante des investissements publics (emplois industriels publics, emplois administratifs publics, aménagements ...) – Balanche F., 2000.

<sup>4</sup> Entre 1958 et 1961, lors de l'union de la Syrie et de l'Egypte nassérienne.

<sup>5</sup> Cf. : infra, 2.

<sup>6</sup> Entretien réalisé avec le directeur du *khadamat faniyeh*, équivalent du bureau de l'Equipement, à Sweida (juin 2003).

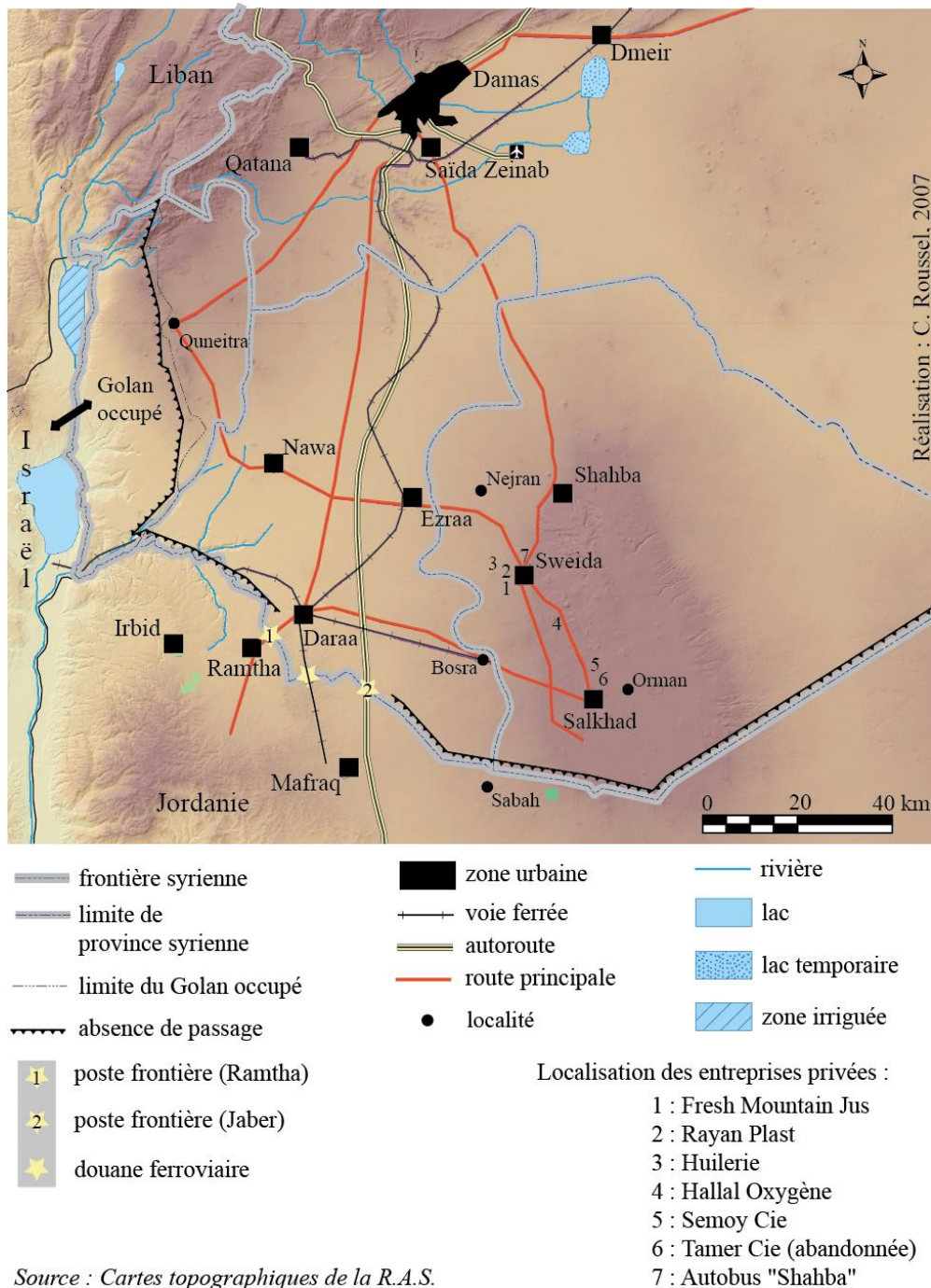
<sup>7</sup> Ministère des Communications et des Transports de la République Arabe Syrienne.

Si la province de Sweida est une enclave<sup>8</sup> (Roussel C., 2007), une sorte d'isolat que les déficiences des infrastructures de transport ont eu tendance à renforcer, cela tient d'abord à sa localisation à l'écart des grands axes de circulation, mais aussi à la fermeture de la frontière méridionale. Lorsque l'on quitte Damas pour se rendre dans le Djebel, on arrive dans un cul-de-sac. Aucune autoroute, ni voie ferrée ne traverse la province en direction de la Jordanie ; le Djebel Druze se trouve totalement verrouillé. Ainsi, la *mohafaza* de Sweida est l'unique province frontalière syrienne à ne pas posséder d'ouverture vers l'extérieur du pays. Depuis 1998, même la province de Deir Ez Zor a retrouvé une fonction de transit en direction de l'Irak. Ici, la frontière, gardée par l'Armée syrienne, est hermétiquement bouclée, si bien que tous les échanges avec la Jordanie doivent se faire par les deux postes frontières de la province de Daraa (Ramtha et Jaber) – cf. figure n° 1 –.

---

<sup>8</sup> Dans le sens où cet espace n'entretient pas de relation avec l'extérieur (hors ville de Damas).

Figure n° 1 : L'aménagement des infrastructures de transport du Sud syrien en 2005 : une situation périphérique et en cul-de-sac du Djebel



## 2. Une région en marge du développement industriel étatique

La *Mohafaza* de Sweida n'est pas une province industrielle. Aucune bourgeoisie industrielle ne s'y est jamais développée, et les investissements « extérieurs » sont rares. Jusqu'à récemment, les Druzes, pauvres et refermés sur eux-mêmes, n'ont jamais réussi à acquérir le savoir-faire nécessaire à ce genre d'entreprise. Au début des années 1930, N. Bouron (1930 : 344) fait cette remarque :

« L'absence de routes et le manque d'eau ont fermé, jusqu'à ce jour, la porte du Djebel à toute industrie ».

Seul l'Etat, dans les années 1970, y a installé quelques rares fabriques, à une époque où l'argent des monarchies arabes du Golfe<sup>9</sup> servait avant tout, pour des raisons idéologiques<sup>10</sup>, à financer sa politique industrielle et à une période où la redistribution des subsides étatiques devait renforcer la base du régime et contenter sa clientèle politique<sup>11</sup>. Une usine d'alcool (vin et arak), créée en 1970 et qui emploie 185 personnes, fut la première réalisation. Les machines-outils sont bulgares. Une deuxième unité, fabricant des chaussures, fut ouverte en 1977 ; elle emploie 312 salariés, majoritairement des villageois. Les machines en furent importées de France. Enfin, en 1978, fut inaugurée une usine de tapis et de moquette, avec 200 ouvriers. Elle fut la dernière réalisation dans la province. Les métiers ont été importés de R.D.A. Ici aussi, les ouvriers sont presque tous des villageois.

Le nombre d'emplois publics industriels est donc très faible, à peine 700. Tous se trouvent à Sweida (soit à peine 0,3 % de l'ensemble de la population active régionale contre 2,35 % à l'échelle nationale). Avec une population qui représente, selon les estimations du bureau des statistiques en 2003, environ 2,5 % de la population totale, la région administrative de Sweida compte seulement pour 0,6 % des effectifs industriels nationaux du secteur d'Etat, alors que presque 20 % de ces effectifs totaux sont situés sur la côte syrienne pour une population ne représentant pas plus de 10 % de celle du pays. Le Sud syrien – Deraa et Sweida – est la région qui possède le plus faible ratio d'employés du secteur industriel étatique (secteur public industriel, production d'énergie et industries d'extraction) par rapport à sa population totale.

Si ailleurs en Syrie, l'Etat a utilisé le secteur industriel comme un moyen politique pour intégrer les espaces périphériques, se créer ou satisfaire une clientèle, ou encore, plus généralement, construire sa légitimité par le biais de la redistribution, force est de constater que, dans le Djebel, et plus largement dans le sud-syrien, telle n'a pas été la stratégie utilisée.

### 3. Le développement agricole n'est pas passé par le dispositif d'encadrement étatique

La province de Sweida était, au recensement de 2004, la seconde *mohafaza* syrienne derrière Deir Ez Zor quant à sa proportion de population rurale (71 % rurale). La faiblesse du

---

<sup>9</sup> Les pays pétroliers arabes, avec à leur tête l'Arabie Saoudite, ont financé à partir de 1973 les pays du « champ de bataille » contre Israël, dont la Syrie faisait partie. La Syrie fut récompensée financièrement de sa position de leader du Front de la résistance et de la fermeté. Ce soutien financier fut déterminant dans le développement du secteur d'Etat syrien. Le positionnement diplomatique et stratégique syrien au cours des années 1980 (traité d'alliance et d'amitié avec l'URSS en 1980 et alliance avec l'Iran contre Bagdad) et le contre choc pétrolier ont mis fin à cette rente en 1987. La Syrie, en tant que pays « du champ de bataille » contre Israël, était soutenue financièrement (cf. introduction de l'ouvrage).

<sup>10</sup> Dans un article fondamental sur le rôle de l'industrialisation dans les pays arabes socialistes, M. Seurat (1982 : 63) écrit « Le secteur public industriel en Syrie est invariablement présenté par les médias comme « l'image de marque du régime ». (...) L'industrie fournit à ces pays [Egypte, Iraq, Syrie] la couverture idéologique du socialisme. (...) Quoi de plus convaincant en effet que cette façade socialiste qui permet à tous les fonctionnaires et les syndicalistes sur place d'affirmer très sérieusement « qu'en Syrie, les ouvriers sont au pouvoir ». De plus, L'industrialisation avait une « mission civilisatrice », comme l'explique J. Hannover (1982 : 413-414) : « Le projet industriel doit permettre à une société rétrograde de sortir de son isolement ».

<sup>11</sup> Pour M. Seurat (1982 : 61-62), présente le secteur public industriel comme un « tonneau des Danaïdes », qu'il confirme par des chiffres puisque, au cours du troisième Plan quinquennal (1971-1975), l'industrie a engouffré 46 % des investissements de l'Etat. Il note « S'il ne joue qu'un rôle somme toute modeste au niveau économique dans la production, le secteur industriel dans ces trois pays adeptes ou héritiers du socialisme arabe, remplit une fonction très importante de reproduction sociale. (...) « la finalité du projet [industriel] se limite parfois à son existence même, c'est-à-dire au volume de la dépense engagée, laquelle sous-entend des « retombées » appréciables pour les quelques individus qui auront été associés à l'initiative ».

réseau urbain explique ce phénomène. Le Djebel ne possède qu'une seule ville : Sweida. Les deux autres bourgs élevés un statut de ville le doivent exclusivement à leur rang administratif : Salkhad et Shahba sont classées dans la catégorie « urbain » uniquement parce que ces localités sont chef-lieu de *mantiqa*. Leur seul poids démographique (respectivement 9 155 hab. et 13 660 hab.) ne leur permettrait pas d'entrer dans cette catégorie au regard des critères statistiques de la R.A.S. ; hormis les chefs-lieux de *mohafaza* et de *mantiqa*, une localité est considérée comme une ville uniquement au-delà de 20 000 habitants. Le caractère rural de la province apparaît également au niveau de l'activité économique régionale. A la fin des années 1990, 57 % des actifs avaient une activité liée à l'agriculture, contre 30 % au niveau national. Mais, dans les nombreux villages de la montagne, l'agriculture est devenue une activité secondaire et une ressource d'appoint, plus qu'une activité principale. Les revenus agricoles ne sont généralement qu'un complément des revenus migratoires ou des petits salaires de fonctionnaires de l'administration locale ou encore des retraites misérables.

L'agriculture est aujourd'hui en Syrie une activité où prime largement le secteur privé, mais dans laquelle l'Etat a pendant longtemps – depuis la fin des années 1950 et surtout depuis les années 1960 – joué un rôle essentiel<sup>12</sup>. A cette époque, la Réforme agraire, outre la redistribution des terres aux petits paysans qu'elle a rendue possible, s'est accompagnée de mesures destinées à détruire les mécanismes d'accaparement des terres par la bourgeoisie capitaliste : création de coopératives, naissance de la Banque Agricole et mise en place d'un système commercial étatisé des produits agricoles afin d'éviter le contrôle du commerce par les grands commerçants citadins (« Société commerciale des fruits et des légumes », « Offices alimentaires »). De plus, les paysans recherchant le soutien du système étatique purent se rassembler en une organisation syndicale qui leur assura l'appui du parti : « l'Union des paysans<sup>13</sup> ». Pourtant, dans le Djebel, la Réforme agraire n'a pu s'appliquer pour des raisons essentiellement historiques. En 1886-1887, la communauté druze connut un grand soulèvement de sa paysannerie contre les privilèges outranciers des grandes familles féodales. Les paysans druzes, relégués au rang de véritables serfs, réussirent à satisfaire leurs exigences principales : droit de possession de la terre (en opposition au vieux système du métayage) et droit de possession de l'habitat. Ayant connu sa « réforme agraire » soixante-dix ans avant celle décrétée par l'administration nassérienne à l'époque de la R.A.U.<sup>14</sup>, et poursuivie par le Ba'th après 1963, le Djebel hérita de propriétés foncières de petite dimension, phénomène renforcé par les multiples subdivisions successorales<sup>15</sup>. Par conséquent, la Réforme socialiste n'a pas changé la structure agraire du Djebel Druze, l'exiguïté des propriétés ne permettant pas la redistribution de terres issues de grands domaines. La politique de l'Etat syrien au tournant des années soixante n'a donc pas été un facteur essentiel de mutation spatiale du monde rural ni de développement dans le Djebel, puisque la Réforme ne pouvait s'y appliquer.

Lors des deux décennies suivantes (70 et 80), le développement de l'arboriculture dans le Djebel est spectaculaire – cf. figure n° 2. Ce développement post réforme agraire est lié dans cette région à la combinaison des investissements migratoires qui commencent à affluer à partir des années 70 et des subventions de l'Etat aux paysans par l'intermédiaire de la Banque Agricole (prêts de longue durée surtout). Ces investissements permirent à partir de la seconde moitié des années 70 l'épierrage des champs dans la zone sommitale du Djebel et la construction de terrasses destinées à la plantation d'arbres fruitiers. Des débouchés

---

<sup>12</sup> Métral F., 1980.

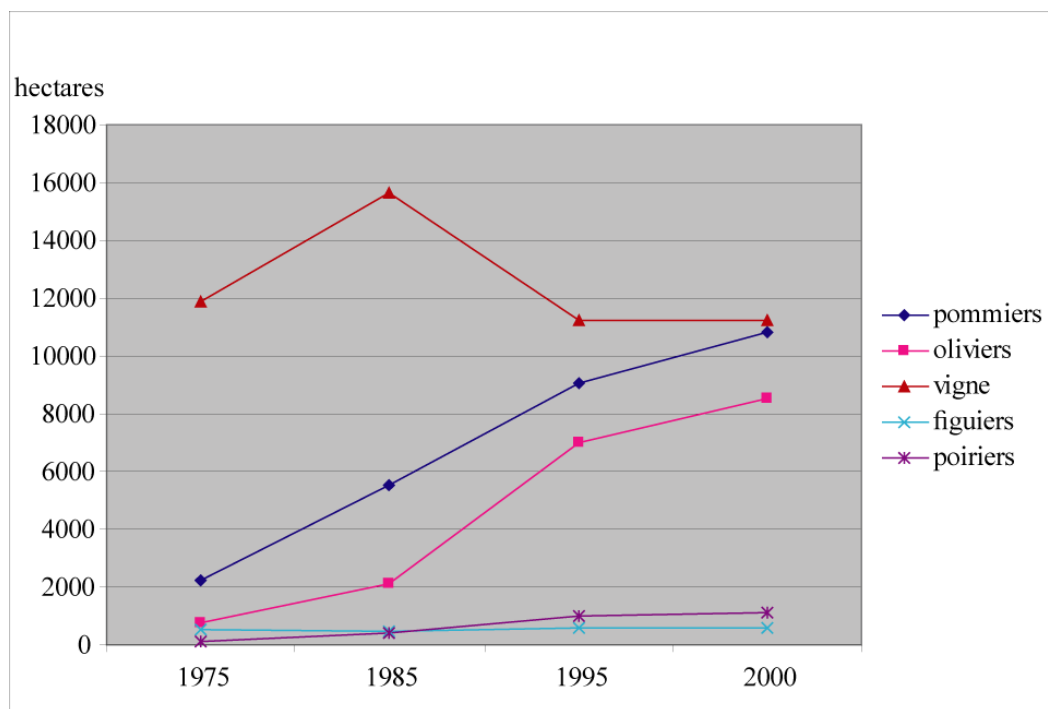
<sup>13</sup> Créée le 24 décembre 1964 après la chute du gouvernement de Salah Bitar, auquel a succédé celui d'Amin el-Hafiz.

<sup>14</sup> L'union de l'Egypte et de la Syrie, entre 1958 et 1961, s'est appelée la République Arabe Unie (R.A.U.).

<sup>15</sup> En 1951, le régime de la propriété dans le Djebel Druze comprenait 14 % de propriétés de plus de 100 hectares. En comparaison, la moyenne nationale était de 52 % pour les terres cultivées en régime de grandes propriétés (plus de 100 hectares).

commerciaux nouveaux, facilités par l'ouverture économique de 1986 et de 1991, ont contribué à conforter cette dynamique. La production agricole régionale s'orienta à partir des années 90 vers des produits destinés aux différents marchés privés – régionaux<sup>16</sup>, nationaux et internationaux –, ce que l'Etat n'avait jamais réussi à faire quand il agissait par l'intermédiaire des « Offices alimentaires » et des « Sociétés commerciales de fruits et de légumes » mis en place dans les années 1970<sup>17</sup>. La conséquence directe de cette évolution réside tant dans l'essor de la production fruitière en montagne que dans l'extension des oliveraies en plaine. Ce mouvement entraîne à sa suite les petits propriétaires qui ont tout intérêt à se lancer dans une agriculture commerciale. Parmi les produits agricoles destinés au marché, c'est la pomme qui connaît les progrès les plus spectaculaires (cf. figure n° 2). C'est un fruit adapté au transport et à l'exportation, qui se stocke bien : il est donc facilement commercialisable. Entre 1975 et 2000, les surfaces agricoles sont passées de 2 257 à 10 826 hectares, soit cinq fois plus. La culture de la poire a elle aussi connu une progression remarquable : les surfaces consacrées à sa culture ont été multipliées par dix en vingt-cinq ans.

**Figure n° 2 : Evolution de l'arboriculture dans la province de Sweida (1975-2000)**



Sources : Direction régionale du Ministère de l'Agriculture à Sweida.

L'oliveraie connaît aussi une extension rapide. Les opportunités ouvertes par le marché libre expliquent ce dynamisme, puisque jamais les olives n'avaient pu être commercialisées par le secteur d'Etat. En 1975, les oliviers couvraient 763 hectares (172 hectares en 1970) ; ils en occupaient 8 520 en 2000. Cet essor qui, comme pour les fruits, est impulsé par l'ouverture du marché agricole et le dynamisme des commerçants et des entrepreneurs agricoles, a pris une ampleur particulière depuis les années 1990. Des capitaux tirés de l'émigration ont en effet été investis dans la valorisation des terres du piémont qui s'étend à l'Ouest de Sweida : le

<sup>16</sup> En lien avec le développement d'entreprises industrielles agro-alimentaire : cf. infra, partie 3 de cet article.

<sup>17</sup> Afin de réduire la domination des grands commerçants citadins sur le monde rural, le régime d'Haféz el-Assad avait créé ces structures d'achat d'une partie des produits agricoles pour concurrencer le secteur privé. Elles existent toujours, mais ne sont plus beaucoup utilisées par les paysans.

creusement de puits accompagne la plantation d'oliviers. A partir de 2002, des pressoirs ont été construits pour traiter la production croissante d'olives.

#### 4. L'emploi public dans le sud de la Syrie

Le secteur tertiaire et le secteur primaire sont les deux secteurs clés de l'emploi régional dans le sud syrien. A l'échelle de la province de Sweida, le secteur agricole semble écrasant, puisqu'il offre un revenu (principal ou complémentaire d'une autre activité) à plus de la moitié des actifs<sup>18</sup> qui relèvent du secteur privé. Mais ce chiffre ne correspond pas à la réalité, car nous savons que l'agriculture est, pour de nombreuses personnes, un simple complément d'une autre activité rémunérée. Ainsi, l'Etat emploie la majeure partie du reste de la population active avec un peu moins du tiers des actifs<sup>19</sup>, répartis de la façon suivante : moins de 16 % de la population active dans l'administration publique<sup>20</sup>, environ 10 % dans l'enseignement et le reste (soit quelques %) dans d'autres services publics (sociaux, de santé, distribution de l'énergie...)<sup>21</sup>. L'activité commerciale privée et le secteur du bâtiment complètent l'éventail des activités, avec un peu plus de 10 % de la population active du Djebel.

Ainsi, en additionnant dans chaque secteur d'activité la part de l'emploi public dans le Djebel, on obtient un taux d'emploi public régional d'environ 30 % contre une moyenne nationale légèrement supérieure à 35 %. Le chiffre est similaire dans la province de Daraa. Le pourcentage d'actifs dans le secteur privé demeure donc logiquement supérieur à la moyenne nationale pour la période 1998-2002. Le recensement de 1994 montrait déjà que l'ensemble des provinces du Sud de la Syrie (c'est-à-dire les provinces de Daraa, Sweida et Quneitra) comptaient parmi les régions où le taux d'actifs dans le privé était le plus élevé du pays.

\*

Ainsi, le territoire druze n'a pas bénéficié d'investissements massifs de la part de l'Etat durant la période de l'économie autocentrée et dirigiste (des années 1970 jusqu'au milieu des années 1980, alors que les aides financières arabes étaient massives). Le pouvoir n'a donc pas utilisé cette stratégie pour s'assurer le soutien des élites druzes traditionnelles, alors qu'il a systématiquement agi de cette sorte dans sa région d'origine pour y constituer sa clientèle<sup>22</sup>. Il utilise, en territoire druze, un mode de contrôle beaucoup moins coûteux et apparemment au moins aussi efficace, qui consiste à protéger et à soutenir les élites religieuses et les représentants des grandes familles traditionnelles<sup>23</sup>. Pour cette raison, nous qualifions cette technique de « politique à moindre frais ».

## II. LA PROVINCE DE SWEIDA : LA PREMIERE PROVINCE SYRIENNE D'EMIGRATION VERS L'ETRANGER DEPUIS LES ANNEES 80

Les investissements migratoires semblent jouer un rôle important, comme nous l'avons évoqué pour le secteur agricole, dans le développement régional de la région druze.

---

<sup>18</sup> Nous avons noté précédemment que 57 % des emplois régionaux dépendaient du secteur primaire en 1998 (Source : Union des Paysans de Sweida).

<sup>19</sup> Armée non comprise.

<sup>20</sup> Dans la région, en 1994, 17 902 personnes travaillaient dans le secteur tertiaire, soit à peine plus de 15 % des actifs.

<sup>21</sup> Ces chiffres, à l'échelle de la *mohafaza*, fournissent simplement un ordre de grandeur, qu'il faut considérer avec précaution. S'ils sont, en effet, issus du recensement de la population (1994), ils proviennent de l'exploitation d'un échantillon de 10 % seulement de la population. Faute d'autres statistiques, nous les avons retenus ici.

<sup>22</sup> Balanche F. (2000).

<sup>23</sup> Roussel C. (2006).

Avant de revenir sur ce point, il apparaît primordial de montrer l'importance du phénomène migratoire dans la région. Les quelques données utilisables à l'échelle des provinces et des localités syriennes tendent à confirmer que les Druzes (comme les Chrétiens) sont une des communautés syriennes les plus touchées par l'émigration internationale : nous pouvons aisément le vérifier pour les Druzes qui composent l'essentiel de la population du gouvernorat de Sweida.

Nous ne disposons cependant pas de statistiques récentes portant sur le volume des migrants internationaux par gouvernorat. Ainsi, pour obtenir une estimation du solde migratoire, nous avons comparé les données de l'état civil de 2004 avec celles du dernier recensement de la population syrienne réalisé la même année. Nous avons donc pu ainsi établir approximativement une liste des régions les plus répulsives (cf. figure n° 3). Notre estimation des habitants « manquants » par rapport au nombre de personnes inscrites à l'état civil (donc nées dans le gouvernorat) indique que les trois régions les plus touchées par l'exode de population sont, dans l'ordre : Idlib (déficit de population de 39 %), Sweida (déficit de 36 %) et enfin Deir Ez Zor (déficit de 33 %). Cependant, nous ne pouvons déterminer, à partir de cette estimation du solde migratoire, quelle est la part entre l'émigration interne et l'émigration internationale. Cette carte mesure en réalité l'effet des deux types de migration cumulés.

Pour affiner l'analyse, nous avons utilisé, faute de mieux, le calcul du ratio hommes/femmes comme un indicateur de l'importance du phénomène migratoire international. Nous sommes conscients de la fragilité d'une telle donnée, car nous ne pouvons pas établir avec certitude, et il serait certainement faux de le faire, que la migration internationale en Syrie est, dans toutes les provinces, le fait d'autant d'hommes que de femmes. Pourtant, lors d'un entretien au ministère des Expatriés à Damas, notre interlocuteur, fonctionnaire du ministère, nous avait déclaré que le taux de masculinité des émigrés à l'étranger était, dans l'ensemble du pays, largement supérieur à celui des femmes. Il nous en donnait les raisons suivantes :

« D'après les données dont nous disposons à l'échelle nationale<sup>24</sup>, il est avéré que les hommes partent travailler à l'étranger dans des proportions supérieures à celles des femmes. Les raisons sont les suivantes : une part importante des émigrés syriens internationaux se rend dans le Golfe. Les visas sont difficiles à obtenir pour les femmes arabes non accompagnées. Enfin, la culture arabe favorise le départ des hommes, alors que les femmes restent plus à la maison pour s'occuper des enfants ». (Entretien réalisé auprès d'un fonctionnaire du Ministère des Expatriés, avril 2005).

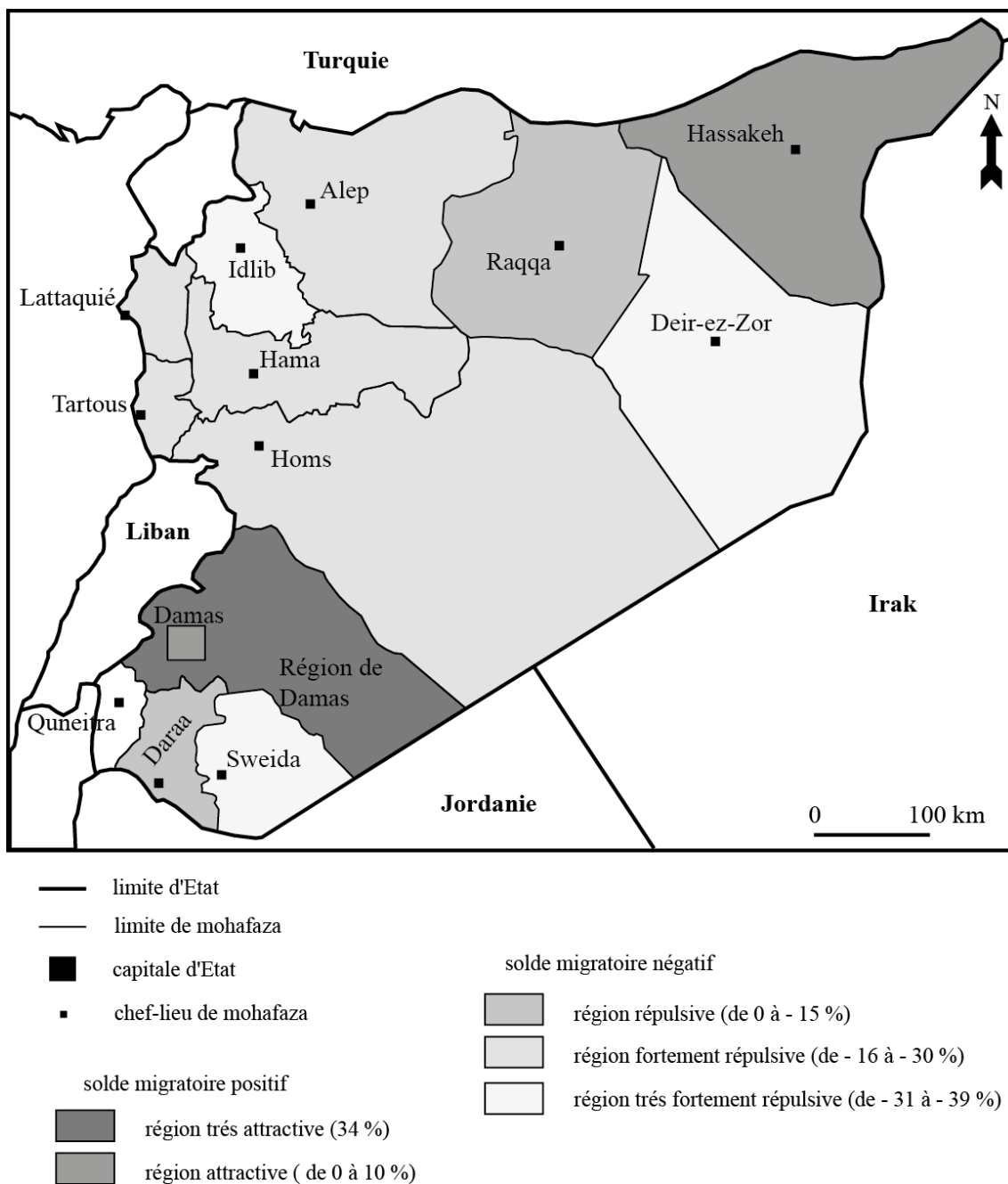
De plus, nous savons avec certitude que, dans le Djebel, les hommes émigrent plus à l'étranger que les femmes. En effet, les enquêtes que nous avons menées dans les villages druzes et dans les villes du Djebel montrent que l'émigration internationale est toujours composée essentiellement d'hommes. Le recensement de 1981 indiquait clairement ce phénomène avec seulement 9,35 % de femmes dans la population migrante internationale (soit 946 femmes pour un total de 10 116 migrants). A ce sujet, F. Koumach (1984 : 117) notait :

« Dans cette ville (Sweida), comme dans le reste du mohafazat, la femme a peu de chances d'accompagner son mari, ou de le rejoindre plus tard dans le pays d'accueil. C'est un fait auquel les émigrés se sont habitués pour la majeure partie d'entre eux. Toute personne intéressée par le phénomène peut facilement constater l'absence d'hommes dans les familles d'émigrés ».

---

<sup>24</sup> Ces données sont le nombre d'autorisations de sortie du territoire octroyées entre 1990 et 2000. Nous n'y avons cependant jamais eu accès.

Figure n° 3 : Estimation du solde migratoire par gouvernorat en 2003



Source : Statistical Abstract, annuaire CBS, Damas, 2003.

Nous avons cherché à savoir si ce décalage entre le nombre d'hommes et celui de femmes était toujours un indicateur pertinent du phénomène migratoire international. Lors de nos entretiens dans les villages druzes de la montagne, il n'était pas rare d'être reçu par un groupe de femmes, les maris étant régulièrement absents pour plusieurs mois. De nombreux villages des pentes orientales et méridionales du Djebel ont été littéralement vidés de leur population masculine en âge de travailler. C'est précisément ce qu'indique cette petite enquête effectuée, à l'automne 2002, à l'école primaire du village de Mtan, situé à l'extrême

sud de la province. Sur les 184 élèves présents dans les classes, 56 ont déclaré ne voir leurs papas qu'occasionnellement durant l'année pour cause de travail à l'étranger, soit 30 % d'entre eux.

Ainsi, l'analyse de la différence du nombre d'hommes et de femmes à partir des données des recensements (cf. tableau n° 1 et figure n° 4) dans chaque province syrienne indique un net déficit d'hommes dans celle de Sweida. C'est en tout cas l'unique province syrienne où l'effectif féminin résident est régulièrement supérieur à celui des hommes depuis 1981. Le ratio était de 95 hommes pour 100 femmes au recensement de 2004<sup>25</sup> (pour une moyenne nationale de 104,7 hommes pour 100 femmes). Le ratio à la naissance est pourtant, dans la région, conforme à la norme biologique, soit plus de naissances masculines que féminines : par exemple, en 2003, le rapport était de 106 naissances masculines pour 100 naissances féminines<sup>26</sup>. D'après le recensement de 1994 effectué dans la province druze de Sweida, ce même rapport s'inverse nettement en faveur des femmes à la tranche d'âge 15-19 ans, c'est-à-dire au début de la vie active (cf. figure n° 5). Les classes d'âge où les hommes sont les plus déficitaires par rapport aux femmes sont celles qui correspondent à la période 20-39 ans. C'est naturellement dans ces tranches d'âges que les migrants internationaux sont les plus nombreux comme l'avait déjà montré F. Koumach (1984 : 113) dans sa thèse, à partir d'une enquête effectuée sur un échantillon de 412 émigrés en 1980<sup>27</sup>. L'utilisation de cette source est un indicateur de la seule émigration internationale car la mobilité interne s'effectue généralement en famille.

Tableau n° 1 : Ratio hommes/femmes par gouvernorat et par recensement

Provinces	Rec. 1970	Rec. 1981	Rec. 1994	Rec. 2004
Damas	106,5	107,3	106,9	106,8
Campagne de Damas	106,8	105,4	106,3	106,4
Alep	105,5	104,7	106,3	106,3
Homs	104,4	104,7	104,2	104,7
Hama	104,5	105,2	104,6	104,6
Lattaquié	107,5	105,9	104,8	104,6
Deir-ez-Zor	102,9	102,4	102,4	102,5
Idlib	104,4	103,6	103,8	103,9
Hassakeh	103,9	101,1	103,2	103,0
Raqa	110,6	103,3	103,7	103,4
Sweida	102,0	99,5	95,3	95,0
Daraa	99,2	100,3	101,1	101,2
Tartous	105,4	105,9	104,5	104,2
Quneitra	108,2	104,2	101,9	100,0

Source : *Annuaire CBS, Statistical Abstract, Damas, 2004 (table 7/2).*

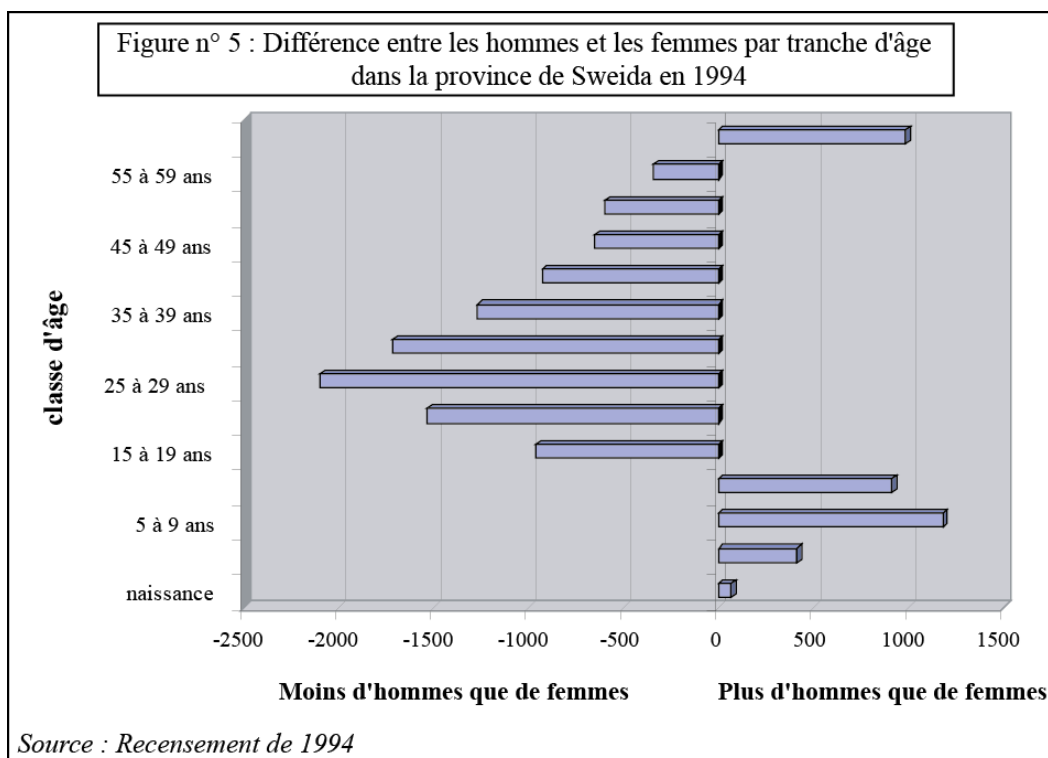
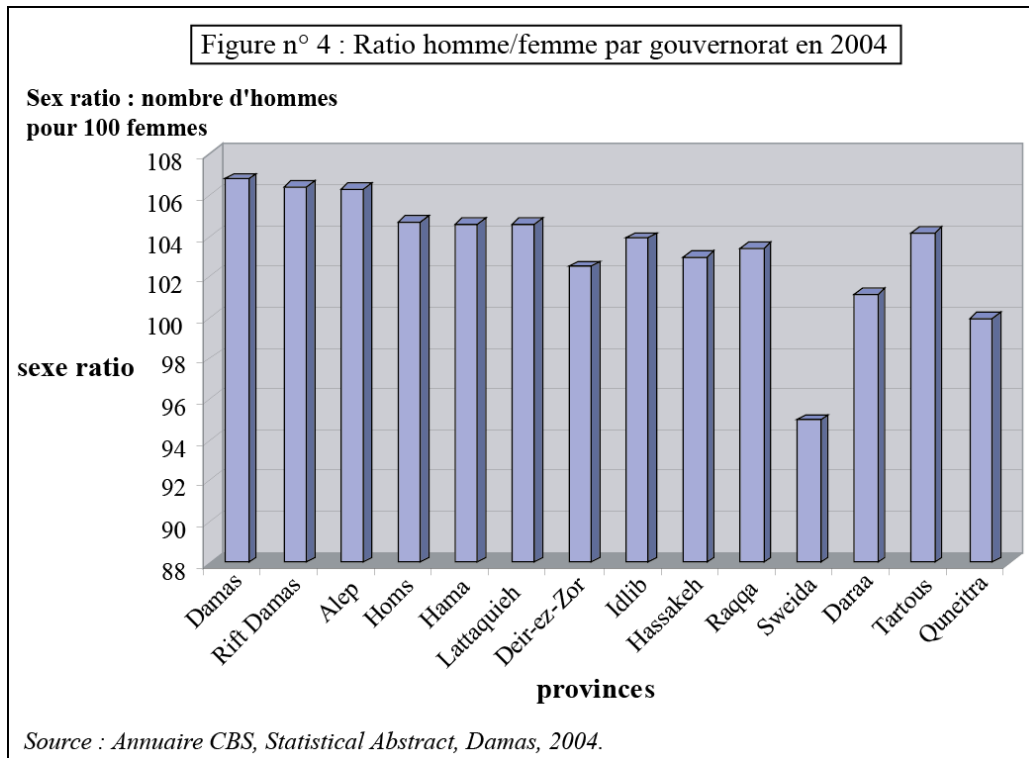
En restant prudent sur l'utilisation de ces sources, un résultat semble tout de même se dessiner. Le Djebel, une des provinces les plus répulsives du pays, apparaît très nettement (par rapport aux autres provinces syriennes) et durablement en déficit d'hommes en âge de travailler. Nous pensons, malgré la relative fragilité de notre démonstration, qu'il s'agit bien

<sup>25</sup> 162 000 femmes contre 154 000 hommes en 2004, selon les estimations réalisées à partir des projections du recensement de 1994. *Annuaire CBS, Statistical Abstract, Damas, 2004 (table n° 12/2).*

<sup>26</sup> *Annuaire CBS, Statistical Abstract, Damas, 2004 (table n° 13/2).*

<sup>27</sup> Cet échantillon montre que 92 % des émigrés à l'étranger font partie de la classe d'âge 15-39 ans. Parmi eux, la classe d'âge 24-29 ans est la plus concernée par l'émigration internationale : 24,76 % de l'échantillon.

là d'un indicateur de la forte émigration vers l'étranger qui touche tout particulièrement cette province, constituant une de ses singularités les plus marquées.



\*

Les retards de développement de la province de Sweida accumulés dans les années 70 et 80 apparaissent comme un facteur de la reprise de l'émigration au départ de la région comme le montre le tableau précédent. Car il s'agit bien d'une reprise vu que le phénomène

migratoire avait débuté, chez les Druzes de Syrie, au début du 20<sup>e</sup> siècle, mais surtout avait connu une phase de départs particulièrement forte dès la fin des années 1940 et surtout dans les années 1950<sup>28</sup>. Et c'est précisément ce mouvement migratoire massif qui débute au tournant des années 1950 qui sera à l'origine, à partir de la fin des années 1980, des investissements productifs à l'origine du renouveau du développement régional dans cette partie de la Syrie.

### III. DES EMIGRES DEVENUS INDUSTRIELS, NOUVEAUX ACTEURS DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Avec la libéralisation économique engagée par le pouvoir central (depuis le milieu des années 1980 et surtout avec la loi 10 de 1991), de nouveaux acteurs économiques ont comblé les carences de l'Etat en matière de développement dans le domaine économique. Les investissements productifs les plus lourds effectués dans la province de Sweida sont l'œuvre d'anciens migrants du Nigéria et du Vénézuéla. Il est par conséquent intéressant d'étudier les trajectoires suivies par les membres de cette nouvelle élite en focalisant notre analyse sur les modes de mobilisation de leurs ressources.

#### 1. L'émigration : un passage presque obligé pour les entrepreneurs druzes

La diversité des réalisations des émigrés dans le secteur privé est grande : commerces, bureaux d'études, agences de location de véhicules, ateliers de taille de pierres, infrastructures touristiques, etc. Nous aurions pu également traiter de l'abondance des réalisations entrepreneuriales dans le domaine agricole, secteur qui a bénéficié abondamment des remises d'épargne des migrants générant des activités nouvelles dans la région. Car outre l'immobilier et le secteur commercial, l'épargne des migrants s'est investie dans l'achat de foncier agricole (nouveaux propriétaires terriens), dans la construction de structures de stockage des produits agricoles (spéculateurs agricoles), dans du matériel de transport (commerçants-transporteurs) ou dans la transformation des produits (développeurs agricoles de type pressoir et mise en bouteille de l'huile d'olive). Mais nous limiterons ici notre exposé aux projets industriels matérialisés par la construction d'une entreprise de production. La raison de ce choix est simple : les créateurs d'entreprises industrielles se caractérisent par l'importance des fonds engagés, leur rôle dans le développement local régional et une mobilisation particulièrement forte des ressources communautaires dispersées.

Le secteur privé industriel de la *mohafaza* se limite actuellement à cinq entreprises de production en fonctionnement qui emploient environ 500 personnes et une entreprise de transport de passagers. A cela, il convient d'ajouter une usine inachevée<sup>29</sup>.

La famille Salaheldin de Sweida possède une unité de jus de fruits (*Fresh Mountain Juice* ou FMJ) ouverte à l'ouest de Sweida en 1994. Dans les années 1930, le père de famille émigre au Vénézuéla où il reste cinquante ans. Son itinéraire migratoire le mène ensuite aux Etats-Unis, avant qu'il ne revienne en Syrie. Son fils, actuel directeur de l'usine, a suivi des études en Angleterre et possède la double nationalité, vénézuélienne et américaine.

La famille Abou Hassan, originaire du bourg d'Orman<sup>30</sup>, possède, grâce à l'initiative de deux frères (Salim et Saleh), une usine de fabrication d'objets en plastique (*Rayan Plast* : mobilier de jardin, caisses pour le transport des produits agricoles, etc.) ouverte en 1992 et une huilerie qui traite les olives, en fonctionnement depuis 1997. A la fin des années 1940, les frères sont partis au Nigéria. De nombreuses réalisations dans le domaine économique à Lagos leur ont

---

<sup>28</sup> Roussel C., 2011.

<sup>29</sup> Enquêtes effectuées entre 1999 et 2007.

<sup>30</sup> Orman est une bourgade du Sud du Djebel, située à une dizaine de kilomètres à l'est de Salkhad (cf. figure n° 1).

permis de s'enrichir, tout en accumulant à la fois une bonne connaissance des mécanismes du marché et des techniques de fabrication modernes.

La famille Hallal, originaire également d'Orman, a créé, en 1994, une nouvelle unité de production d'oxygène – une première fut créée en 1988 – destiné à l'usage industriel et médical. Elle fabrique également des objets métalliques en fer : mobilier de bureau, citernes à eau. Elle a fondé, elle aussi, son projet sur une longue expérience migratoire menée par le père, Salman, au Nigéria dès les années 1960. Ce dernier est le cousin des frères Salim et Saleh Abou Hassan.

La famille Semoy, encore d'Orman, a achevé en 2007 la construction d'une usine de distillation (arak, vin), de fabrication de conserves et de jus de fruits. Elle constitue la cinquième unité de production privée du Djebel. Aïssam Semoy, ancien émigré au Nigéria, est le directeur du projet. Son père, Fendy, faisait partie de la première vague des primo-migrants vers le Nigeria à la fin des années 1940.

La famille Jermakany de Salkhad a entrepris la construction d'une usine agro-alimentaire à la fin des années 1990. Elle devait être destinée au conditionnement et à la transformation en produits de consommation courante de fruits pour l'essentiel (arak, vinaigre, conserves de fruits, jus de fruit). Ce projet a été déposé et agréé par le Conseil supérieur de l'Investissement<sup>31</sup> sous le nom de « Société Tamer ». Cependant, des problèmes financiers semblent en avoir fait avorter la réalisation. Fayad Jermakany, à l'origine du projet et investisseur principal, a passé quarante ans au Nigéria entre 1958 et 1998.

Enfin, la famille Nasser de Nejran a créé une société de transport terrestre par autobus, en 2004, suite à un investissement de près de cent millions de LS<sup>32</sup>. Arkan Nasser, à l'origine du projet, est un ancien émigré du Venezuela. Cette compagnie, la première à appartenir à une famille druze<sup>33</sup>, assure les voyages entre le Djebel et Damas. La flotte est composée de huit bus neufs importés de Turquie.

## 2. Mobiliser socialement pour produire économiquement

### 2.1. Implantation industrielle et clientélisme : ressource et mobilisation du local

Toutes ces nouvelles entreprises sont localisées dans le Djebel (cf. figure n° 1). L'emplacement de certaines d'entre elles répond certainement à des logiques de desserte de la clientèle. Etant donné la place prépondérante de Damas comme débouché des produits qui sortent des usines, l'accessibilité à la nationale ou à l'autoroute Damas-Amman est logiquement recherchée. Parfois, c'est plutôt la proximité des exploitants et des producteurs agricoles qui est voulue, comme dans le cas des usines agro-alimentaires qui se situent à proximité des zones qui fournissent une partie de la matière première. L'usine de Mr Semoy est située au cœur de la zone de production de raisin, tout comme le projet avorté de Mr Jermakany. L'usine d'huile d'olive de Mr Abou Hassan se trouve dans les oliveraies.

Mais il apparaît cependant que l'implantation des usines répond également à un souci de proximité sociale. Seule la famille Abou Hassan a installé ses unités de production loin de son fief d'Orman. Ceci s'explique certainement par l'installation de la totalité des membres du clan à Sweida, dans de luxueuses villas qui, côte à côte, constituent un alignement d'œuvres architecturales monumentales à l'entrée du quartier des émigrés (*tariq Qanawat*).

---

<sup>31</sup> C'est un organe de contrôle gouvernemental chargé en principe de délivrer les agréments et de contrôler la validité des projets d'investissement.

<sup>32</sup> Soit environ 1,5 millions d'euros.

<sup>33</sup> Le transport des passagers par autocars était jusqu'alors aux mains de compagnies damascènes, de la côte syrienne ou de Daraa.

Pour les autres (Hallal, Semoy, Jermakany), la localisation des usines indique au contraire une volonté de maintenir une proximité avec leur village d'origine (Orman ou Salkhad), lieu où ils résident toujours d'ailleurs, mais surtout une proximité avec une main-d'œuvre docile et moins exigeante qu'à Sweida. La clientélisation des familles pauvres du Sud du Djebel est un avantage non négligeable pour le fonctionnement de l'entreprise. Il faut dire que le mode d'encadrement de ces entreprises est extrêmement paternaliste et qu'il répond à une gestion familiale. Les proches occupent en priorité les postes clés de direction. Les familles pauvres d'Orman ou de Salkhad fournissent la main-d'œuvre ouvrière : elles se retrouvent du même coup clientélisées par ces familles de nouveaux riches. Avant même que les usines ne soient achevées et mises en fonctionnement, les personnes sont déjà recrutées dans les villages. Vu le chômage endémique qui règne dans ce secteur du Djebel, le recrutement est plutôt aisé ; nombreux sont les candidats qui se présentent d'eux-mêmes ou qui tentent de faire entrer un proche. Fayad Jermakany, devenu un véritable notable à Salkhad et qui avait prévu d'employer 75 ouvriers dans son usine, nous a déclaré à ce propos :

« Je pense ouvrir l'année prochaine. Mais j'ai déjà recruté tous mes ouvriers. Ils sont tous inscrits pour travailler. Ils viennent de Salkhad et des villages des alentours. C'est plus pratique quand on connaît les familles... Le travail va plus vite et est mieux effectué car il s'effectue en toute confiance. Et puis, ici, les gens sont pauvres. Je devais faire quelque chose pour mon pays » (Fayad Jermakany, entrepreneur, Salkhad, mai 2000).

La structure clanique de la société druze et la volonté de réinsertion des nouveaux riches dans leur fief semblent donc être à l'origine de stratégies de redistribution de prébendes ou d'avantages à l'embauche qui structurent, localement, les rapports de clientélisme entre les familles. L'implantation des usines dans le Djebel suit, dans une certaine mesure, une logique de mobilisation locale de la ressource communautaire.

## 2.2. La filière nigériane : l'histoire d'un réseau migratoire et d'une mobilisation clanique

Si la plupart (quatre sur cinq) des réalisations industrielles de la région sont le fruit d'émigrés au Nigéria, c'est certainement parce qu'il existe entre eux des liens sociaux forts. Nous avons découvert que leur histoire migratoire, à travers leurs récits de vie, était, pour chacun d'entre eux, connectée à un moment donné à un même réseau transnational qui trouve son origine dans le bourg druze du Sud du Djebel : Orman. Origine géographique commune et liens familiaux plus ou moins établis s'entremêlent alors pour constituer un réseau migratoire qui a d'abord recruté en fonction de la proximité sociale, comme dans tous ces villages druzes. Il faut dire que les villageois du Djebel, dans les années 1940, avaient tous pour origines des ancêtres communs venus du Liban, de Palestine ou de la région d'Alep et qui étaient arrivés au XIX<sup>e</sup> siècle.

La filière « Nigéria » naît en 1947, avec un migrant originaire d'Orman, Mohamed el-Khalil, arrivé en pionnier dans ce pays. Il aurait quitté le Djebel en 1926 – selon les récits certainement enjolivés de ses descendants –, pour se rendre d'abord en Argentine par bateau, à partir de Beyrouth. Après vingt années de pérégrinations en Amérique latine (Argentine, Mexique, etc.), où il exerçait le métier de colporteur (vêtements, parfums), il aurait cherché à rentrer au pays avec son épargne en poche (1947). C'est une avarie mécanique du navire qui le ramenait au pays qui l'aurait conduit à Lagos, principal port du Nigéria, un pays alors sous domination britannique. Après plusieurs mois de séjour forcé à Lagos, il se serait lancé dans le commerce grâce au capital dont il disposait. L'ouverture d'un premier magasin d'habillement aurait été un tel succès qu'il s'orienta vers une activité d'import-export, en

1948, entre le Nigéria et l'Angleterre. Puis il se spécialisa dans le commerce du corail, utilisé dans la fabrication de bijoux, surtout avec l'Angleterre.

Deux ans plus tard, il fit venir Salim Abou Hassan et d'autres habitants de son village. Puis, avec le « boom pétrolier » et le développement du Nigéria, d'autres familles de la région suivirent (Hallal d'Orman, Jermakany de Salkhad, Semoy, pour les plus connues) grâce au soutien et au lien qu'assuraient les primo-migrants. La filière est avant tout une histoire de famille élargie. Une des sœurs de Mohamed el-Khalil était mariée à Nasser Jermakany qui partit au Nigéria dans les années 1950. Salim Abou Hassan était le beau-frère de Mohamed par mariage avec son autre sœur. Salim a fait venir son frère Saleh ainsi qu'une bonne partie de la famille Hallal (années 1960), avec laquelle ils étaient liés. Enfin, Fendy Semoy<sup>34</sup>, compagnon de route de Mohamed el-Khalil en Amérique latine et cousin éloigné (ils ont un arrière-grand-père commun), installé dès la fin des années 1940 avec Mahomed el-Khalil, fit venir une bonne partie de sa famille proche (femme et enfants). Ces réseaux transnationaux et familiaux ont perduré jusqu'à aujourd'hui. La seconde génération a également été très active : par exemple, un des fils de Mohamed el-Khalil a fait venir des migrants appartenant à d'autres familles que la sienne. L'un était son ami à l'université, Mr Chihaby. La filière « Nigéria » totalise ainsi, aujourd'hui encore, plusieurs centaines de personnes originaires surtout des deux bourgs du Djebel méridional : Orman et Salkhad.

### 3. L'apprentissage de l'environnement entrepreneurial par la migration

L'argent n'est pas l'unique ressource qu'offre la migration. Dans un contexte économique difficile et un système social fermé, l'expérience migratoire a fourni aux protagonistes apprentissage, savoir-faire et capital social exploitables pour l'activité entrepreneuriale. L'entreprise est avant tout une histoire de famille qui œuvre, par son fonctionnement transnational, contre l'enclavement dont est victime la communauté.

#### 3.1. Les industriels druzes sont aussi des entrepreneurs transnationaux

L'expérience migratoire est également synonyme d'apprentissage des techniques industrielles et commerciales. C'est dans les pays de l'émigration que ces nouveaux patrons syriens ont acquis la pratique nécessaire à l'ouverture de leurs usines respectives après leur retour dans le Djebel.

Pour le Nigéria, tout a commencé avec la compagnie de transport « el-Khalil », fondée par Mohamed el-Khalil, la plus grande du pays avant d'être vendue à l'Etat nigérian<sup>35</sup>. Elle a servi de support pour l'embauche de dizaines de nouveaux migrants druzes qui transitaient par la filière. Après quelques années, nombre de ces primo-migrants se lancèrent à leur compte.

Ainsi, Salim Abou Hassan créa au Nigéria, bien avant celle qu'il a fait construire dans le Djebel, une entreprise de fabrication de meubles métalliques ainsi qu'une compagnie de construction de BTP, propriétés actuelles de ses fils.

C'est dans l'usine de meubles en métal de Salim Abou Hassan que Salman Hallal a fait ses débuts au Nigéria en 1960, avant d'ouvrir, à son compte, sa propre entreprise d'oxygène et d'ustensiles métalliques, prémice de celle du Djebel. Il avait alors fait venir les machines d'Allemagne. Il dirigea cette entreprise jusqu'à sa vente en 1993. Mais cette expérience lui permit d'en créer une seconde dans le Djebel dès 1988.

---

<sup>34</sup> Fendy Semoy était le grand-père d'Aissam, l'actuel entrepreneur.

<sup>35</sup> La famille el-Khalil possède toujours actuellement au Nigéria une entreprise de boissons (eau minérale) ainsi que des licences d'importation de boissons gazeuses et de sodas (Seven Up).

Saleh Abou Hassan fut, durant des années, le propriétaire au Nigéria d'une compagnie de transport de fret routier.

Pour le clan Jermakany, nous avons observé les mêmes stratégies. Après avoir été salarié dans l'entreprise de transport « el-Khalil » à Lagos, Nasser, le primo-migrant de la famille, se lança à son compte. Aujourd'hui, les trois frères Jermakany (les fils de Nasser, dont Fayad fait partie) sont à la tête d'un « empire » au Nigéria. Selon les témoignages, ils possèdent de nombreuses entreprises (fonderie, entreprise de construction, compagnie de transport), des commerces (alimentation, import-export) et des biens immobiliers.

Enfin, le clan Semoy a bénéficié des investissements de leur primo-migrant (Fendy), qui fut l'un des tout premiers associés de la compagnie « el-Khalil » à sa création. Aïssam, petit-fils de Fendy, s'est ensuite lancé à son propre compte au Nigéria avant de rentrer en Syrie. Actuellement, les frères et cousins d'Aïssam dirigent encore une société de construction, une agence d'import-export et un restaurant à Lagos.

Ce bilan met surtout en évidence un fonctionnement qui est, à l'origine, communautaire et familial. Les nouveaux migrants sont « coachés » par les primo-migrants. En effet, à la différence du Vénézuéla, il est extrêmement difficile, au Nigéria, d'obtenir la nationalité. Le « sponsoring » est donc indispensable pour l'obtention d'un titre de séjour, généralement d'une durée de deux années renouvelables ; et quand ce sponsor est patron d'une entreprise, il peut faire venir les personnes de son choix. Les membres du groupe familial désireux de s'expatrier bénéficient donc d'un avantage évident. Enfin, il est intéressant de noter que les stratégies familiales se sont souvent individualisées. Après des débuts dans l'entreprise d'un ancien immigré de la famille élargie, nombreux sont ceux qui ont tenté leur propre aventure commerciale et entrepreneuriale.

### 3.2. L'expérience migratoire comme moyen de construire des réseaux commerciaux internationaux

Le fonctionnement en réseaux des grandes familles d'entrepreneurs industriels s'effectue selon deux modalités distinctes : d'une part, les liens sont locaux et servent à asseoir une meilleure domination économique sur la région ; d'autre part, ils sont internationaux et permettent une utilisation de l'espace migratoire dans un but commercial comme nous allons le montrer.

Il n'est pas étonnant de constater que la plupart des pays vers lesquels exporte l'usine de la famille Salaheldin sont ceux ayant été traversés par ses membres : M. Salaheldin exporte aux Etats-Unis où la famille possède un commerce en Floride et où il a vécu en compagnie de son fils deux années entières. L'Angleterre est également un lieu d'exportation des produits FMJ : le fils y a fait ses études. Grâce à un membre de la famille, qui leur sert de relais, les jus de fruits sont également exportés en Afrique du Sud. Les réseaux économiques de l'entreprise Salaheldin s'appuient sur des points d'ancrage répartis tout au long des itinéraires migratoires familiaux : ces « têtes de pont » sont généralement des amis ou bien des contacts familiaux. Ce sont ces relais qui ont participé au développement des bases commerciales de l'entreprise syrienne.

C'est le cas également pour l'entreprise de Mr Hallal qui exporte des conteneurs insonorisés pour des générateurs électriques. Hormis le Golfe, l'entreprise exporte au Nigéria et à Londres. Les commandes nigérianes proviennent des familles druzes membres de la même filière migratoire et qui possèdent toujours des entreprises à Lagos. En Angleterre, c'est un neveu envoyé du Nigéria qui passe les commandes. Il travaille comme agent pour une

société commerciale nigériane qui, installée à Londres, se charge d'acheter des générateurs électriques en Angleterre et de les exporter ensuite dans les Balkans.

Ainsi, lorsqu'un émigré devient entrepreneur en Syrie, son choix stratégique s'opère en tenant compte de son capital financier, mais aussi de son capital social. La migration est donc bien utilisée comme un moyen au service d'une stratégie, « où l'éclatement dans l'espace est lui-même utilisé comme ressource » (M. K. Dorai, M. A. Hily et E. Ma Mung, 1998 : 1). Parce qu'ils ont conservé des liens relationnels entre leur lieu d'origine et les différentes étapes de leurs parcours à l'étranger, les entrepreneurs druzes de Sweida disposent ainsi de ressources essentielles mobilisables pour échapper au cloisonnement économique dont souffre le Djebel.

Conclusion :

Même si certains auteurs ont pu considérer la dispersion de la communauté druze comme un handicap pour le groupe<sup>36</sup>, nous la considérerons pour notre part, plutôt comme une ressource dans le processus de développement régional. Les carences ou les choix géographiques de l'application prioritaire du projet de développement ba'ithiste – qui postulait que le développement économique, le progrès social et technique, l'émergence d'une société nouvelle devaient inéluctablement découler de la révolution de 1963 – ont laissé des pans entiers de la société syrienne confrontés à une dure réalité. Face à un désengagement d'un Etat qui se veut pourtant omnipotent et omniprésent, certains groupes sociaux ou communautaires, tel les Druzes, n'ont pas attendu pour s'organiser ; ils ont fait appel à leurs potentialités intrinsèques pour garantir leur survie économique. Ainsi, exclus depuis longtemps des réseaux de proximité du pouvoir, les Druzes du Djebel offrent sans nul doute un exemple original d'adaptation à une situation de pénurie d'opportunités de développement à l'échelle nationale et de cantonnement socio-économique. Car si l'Etat syrien a intégré politiquement ses anciennes marges, leur intégration sociale et économique n'a jamais été réalisée. L'étude des stratégies des Druzes du Djebel pour accéder à des ressources inexistantes sur place offre un thème stimulant pour comprendre le devenir des populations marginalisées de ce pays, leur mode d'organisation et d'adaptation à un contexte socio-économique et politique auquel elles doivent sans cesse se réadapter, ainsi que les mécanismes de leur production spatiale.

Bibliographie :

Bahout J., 1994 : *Les entrepreneurs syriens – économie, affaires, politique* –. Les cahiers du CERMOC, n° 7, Beyrouth, 153 p.

Balanche F., 2000 : *Les Alaouites, l'espace et le pouvoir dans la région côtière syrienne : une intégration nationale ambiguë*. Thèse de Doctorat, Université de Tours, 751 p.

Bouron N., 1930 : *Les Druzes. Histoire du Liban et de la Montagne Haouranaise*. Editions Berger-Levrault, Paris, 424 p.

Chabry A. & L., 1984 : *Politique et minorités au Proche-Orient. Les raisons d'une explosion*. Editions Maisonneuve et Larose, Paris, 359 p.

---

<sup>36</sup> La répartition des Druzes entre quatre pays différents est présentée par A. et L. Chabry (1984 : 191) comme un handicap politique lié à l'atomisation du groupe.

Doraï K., Hily A., Ma Mung E., 1998 : « La circulation migratoire », *Migrations Etudes*, p. 1-12.

Durand M. F., 1994 : « Entre territoire et réseaux », in : *Le défi migratoire : questions de relations internationales*, Sous la direction de B. Badie & C. Wihtol de Wenden, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Paris, p. 141-157.

Guilmoto C. Z. et Sandron F., 2003 : *Migration et développement*. Les Etudes de La documentation Française, La documentation Française, Paris, 142 p.

Hannoyer J., 1982 : « Industrie et changement social en Syrie : Deir-ez-Zor et sa région », in : *Industrialisation et changements sociaux dans l'Orient arabe*, sous la direction d'A. Bourgey, CERMOC, Beyrouth, p. 401-428.

Koumach F., 1984 : *Migrations et urbanisation dans la Syrie Méridionale : le cas de la ville de Soueida*. Thèse de doctorat, sous la direction de J. BESANÇON, Université de Tours, 299 p.

Ma Mung E., 1996 : *Mobilités et investissements des émigrés (Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal)*. L'Harmattan, Paris, 272 p.

Massey D. S. et alii., 1998 : *Worlds in Motion : Understanding International Migration at the End of the Millenium*, Oxford University Press, Oxford, 362 p.

Métral F., 1980 : « Le monde rural syrien à l'ère des réformes (1958-1978) », in : *La Syrie d'aujourd'hui*, sous la direction d'A. RAYMOND, Editions du CNRS, Paris, p. 297-328.

Portes A., 1998 : *Social Capital : Its origins and applications in contemporary sociology*. Annual Review of Sociology, n° 24, p. 1-24.

Roussel C., 2011 : *Les Druzes de Syrie. Territoire et mobilité*. Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 263 p. Edition en ligne : <http://ifpo.revues.org/1860>

Roussel C., 2007 : « Villes et bourgs en Syrie méridionale : les dynamiques communautaires », in : *Villes intermédiaires dans le monde arabe*, Cahier du Gremamo, n° 19, L'Harmattan, p. 121-148.

Roussel C., 2006 : « L'interface des grandes familles druzes entre local et national », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 115-116, Aix-en-Provence, p. 135-153.

Roussel C., 2004 : « Communauté et mobilité : les « nouveaux refuges » des Druzes de Syrie », in : *Les Migrations internationales. Observation, analyse et perspectives*, Publication des Actes du colloque de Budapest, n° 12, AIDELF, p. 313-326. [http://www-aidelf.ined.fr/colloques/Budapest/Seance2/s4\\_roussel.pdf](http://www-aidelf.ined.fr/colloques/Budapest/Seance2/s4_roussel.pdf)

Roy O., 1996 : *Groupes de solidarité au Moyen-Orient et en Asie centrale. Etats, territoires et réseaux*. Les Cahiers du CERI, n° 16, 48 p.

Seurat M., 1982 : « Etat et industrialisation dans l'Orient arabe (les fondements socio-historiques) », in : *Industrialisation et changements sociaux dans l'Orient arabe*, sous la direction d'A. BOURGEY, CERMOC, Beyrouth, p. 27-67.